

Sant'Egidio – Assise – 2016.

Du pain et de l'eau, pour tous, avec équité !

Tel est le défi que le monde doit relever. Il s'était donné pour objectif avec le premier objectif des OMD entre 1990 et 2015 de réduire la faim dans le monde de 25%. Les résultats n'ont pas été à la hauteur du projet même si des progrès sensibles ont été obtenus. En 2015 un nouveau projet des Nations Unies a été adopté pour les 15 ans à venir. Il s'intitule : « Les Objectifs du Développement Durable (ODD), 17 objectifs pour transformer notre monde »¹ dont le deuxième s'intitule 'Faim Zéro'².

Nous nous inscrivons dans cette perspective.

Les données sont connues, mais il vaut la peine de les rappeler :

¹ <http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/>

² 2.1 D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante

2.2 D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation parmi les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées

2.3 D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, les autochtones, les exploitants familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et intrants, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emploi autres qu'agricoles

2.4 D'ici à 2030, assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui permettent d'accroître la productivité et la production, contribuent à la préservation des écosystèmes, renforcent les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes et améliorent progressivement la qualité des terres et des sols

2.5 D'ici à 2020, préserver la diversité génétique des semences, des cultures et des animaux d'élevage ou domestiqués et des espèces sauvages apparentées, y compris au moyen de banques de semences et de plantes bien gérées et diversifiées aux niveaux national, régional et international, et favoriser l'accès aux avantages que présentent l'utilisation des ressources génétiques et du savoir traditionnel associé et le partage juste et équitable de ces avantages, ainsi que cela a été décidé à l'échelle internationale

2.a Accroître, notamment dans le cadre du renforcement de la coopération internationale, l'investissement en faveur de l'infrastructure rurale, des services de recherche et de vulgarisation agricoles et de la mise au point de technologies et de banques de gènes de plantes et d'animaux d'élevage, afin de renforcer les capacités productives agricoles des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés

2.b Corriger et prévenir les restrictions et distorsions commerciales sur les marchés agricoles mondiaux, y compris par l'élimination parallèle de toutes les formes de subventions aux exportations agricoles et de toutes les mesures relatives aux exportations aux effets similaires, conformément au mandat du Cycle de développement de Doha

2.c Adopter des mesures visant à assurer le bon fonctionnement des marchés de denrées alimentaires et des produits dérivés et faciliter l'accès rapide aux informations relatives aux marchés, y compris les réserves alimentaires, afin de contribuer à limiter l'extrême volatilité du prix des denrées alimentaires.

Pour le pain :

Selon le Programme Alimentaire mondial³

1. **795 millions de personnes** souffrent de la faim dans le monde, soit 1 personne sur 9.
2. La grande majorité des personnes souffrant de la faim vivent dans des **pays en développement**, où 12,9% de la population est sous-alimentée.
3. L'Asie comprend deux tiers des personnes sous-alimentées dans le monde. Le pourcentage en Asie du Sud a diminué ces dernières années mais il a légèrement augmenté en Asie de l'Ouest.
4. L'Afrique subsaharienne est la région avec la plus forte prévalence (pourcentage de la population) de la faim. Une personne sur quatre y est sous-alimentée.
5. La malnutrition provoque la **mort de 3,1 millions d'enfants** de moins de 5 ans chaque année, soit près de la moitié (45%) des causes de décès.
6. Un enfant sur six, soit 100 millions d'enfants, souffre d'**insuffisance pondérale** dans les pays en développement.
7. Un enfant sur quatre souffre de **retards de croissance**. Dans les pays en développement, ce chiffre peut atteindre un enfant sur trois.
8. Si les agricultrices avaient le même accès aux ressources que les hommes, le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde pourrait **diminuer de 150 millions**.
9. Dans le monde en développement, 66 millions **d'enfants en âge d'aller à l'école y vont le ventre vide**, dont 23 millions rien qu'en Afrique.
10. Selon les estimations du PAM, il faudrait **3,2 milliards de dollars** par an pour nourrir les 66 millions d'enfants en âge d'aller à l'école et qui ont faim.

Selon le rapport 2015 de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) le nombre de personnes en situation de sous-alimentation – qui ne mangent pas assez pour mener une vie active et en bonne santé – a diminué de 167 millions sur la dernière décennie, et de 216 millions depuis les années 1990-1992. « *En dépit de la croissance démographique rapide, la proportion de la population mondiale de personnes sous-alimentées a été ramenée de 18,6 % en 1990-1992 à 10,9 % en 2014-2016* », écrivent les auteurs du rapport.

Malgré cette amélioration globale, 57 pays sur les 129 suivis par la FAO n'ont pas atteint l'Objectif numéro un du millénaire pour le développement (OMD), de réduire de moitié la pauvreté et la proportion de personnes souffrant de la faim. A six mois de l'échéance de ces OMD définis en 1990, la FAO se félicite des progrès enregistrés, notamment en Afrique de l'Ouest, où le nombre de personnes sous-alimentées a diminué de près de 25 % en vingt-cinq ans. L'Asie centrale, de l'Est et du Sud-Est et l'Amérique latine sont aussi citées au rang des bons élèves. Mais la situation en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud reste préoccupante.

³ <http://fr.wfp.org/faim/faits-et-chiffres>

Ces deux régions concentrent le plus grand nombre d'habitants confrontés à la faim.

Les obstacles sont connus : la volatilité « *excessive* » du prix des aliments, les guerres, l'instabilité politique, les troubles civils, les catastrophes naturelles ou encore les chocs climatiques et leurs cortèges de populations déplacées.

D'autres raisons poussent à tempérer l'optimisme. Le calcul de la sous-alimentation repose sur des moyennes réalisées sur l'année, n'intégrant pas la sous-alimentation à court terme. Il ne prend pas en compte les inégalités dans la répartition de la nourriture au sein des populations et des familles. De plus, indiquait en janvier 2014 Olivier de Schutter, rapporteur spécial des Nations Unies dans son rapport à l'assemblée générale du Conseil des droits de l'homme sur le droit à l'alimentation, « *les calculs sont basés sur un seuil peu élevé de besoins énergétiques quotidiens qui suppose un mode de vie sédentaire, alors que beaucoup de personnes pauvres ont des activités qui exigent des efforts physiques importants* ». L'apport alimentaire peut être suffisant, en quantité, mais les régimes peuvent être inadaptés, entraînant des carences en micronutriments, par exemple en iode, en fer ou en vitamine A, avec de graves conséquences pour la croissance des enfants.

Le changement climatique pourrait mettre à mal les efforts réalisés au cours de la dernière décennie. Ainsi, 70 % des cultures pourraient être affectées par le changement climatique. Si rien n'est fait, 600 millions de personnes supplémentaires souffriront de la faim d'ici à 2080.⁴

Enfin, le jour où je commence à réunir ces quelques notes, le 8 août 2016, est le jour du 'dépassement', qui tombe chaque année un peu plus tôt. À partir de ce lundi 8 août, nous avons consommé l'ensemble des ressources que notre planète peut renouveler en un an. Cela prend en compte les stocks de poissons, la déforestation, les récoltes et les émissions de carbone. Nous vivons donc désormais à crédit selon les calculs de l'ONG Global Footprint Network qui publie tous les ans depuis 1986 cet indice.

Seule note d'optimisme, si ce jour tombe toujours plus tôt dans l'année, le rythme de cette augmentation commence à ralentir depuis cinq ans⁵.

Pour l'eau⁶ :

Inextricablement liée au changement climatique, à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, à l'énergie, à la santé et même à l'égalité entre les sexes, l'eau est peut-

⁴ Rémi Barroux, Journaliste au Monde

⁵ http://www.huffingtonpost.fr/2016/08/05/jour-du-depassement-environnement-ressources_n_11346666.html?utm_hp_ref=france&ir=France

⁶ La crise de l'eau illustrée en 5 graphiques. Le Monde.fr | 20.03.2015 à 05h01 • Mis à jour le 20.03.2015 à 14h39 | Par Martine Valo

être le thème qui illustre le mieux les trois piliers du développement durable, qu'il s'agisse de la lutte contre la pauvreté, du développement économique, ou de la préservation des écosystèmes. Il s'agit de défis essentiels. Le rapport de l'ONU sur l'or bleu, publié en mars 2015, souligne à quel point la pénurie et la mauvaise gestion de cette précieuse ressource cristallisent les tensions et les conflits autour du monde.

- Un stress hydrique qui touche une large partie du globe

Le stress hydrique – autrement dit, une ressource insuffisante pour répondre aux différentes activités humaines et aux besoins de l'environnement – commence lorsque la disponibilité en eau est inférieure à 1 700 mètres cubes par an et par personne. Quasiment les trois quarts des habitants des pays arabes vivent en dessous du seuil de pénurie établi, lui, à 1 000 m³ par an, et près de la moitié se trouvent dans une situation extrême avec moins de 500 m³, en Egypte, en Libye notamment.

Les projets de centres de dessalement se multiplient pour produire de l'eau potable dans les régions du monde qui en ont les moyens, comme en Californie ou dans les pays arabes. À elle seule, l'Arabie saoudite souhaite se doter de 16 nouvelles usines fonctionnant à l'énergie nucléaire.

- Les eaux souterraines de plus en plus surexploitées

Les aquifères souterrains fournissent de l'eau potable à la moitié de la population mondiale. Mais un sur cinq est surexploité. Largement dévolus à l'irrigation intensive – comme dans le nord de la Chine où le niveau de la nappe phréatique est descendu de 40 mètres en quelques années –, les prélèvements excessifs accentuent les risques de glissement de terrain et favorisent surtout les entrées de sel, rendant à terme l'eau inconsommable. Avec l'élévation du niveau de la mer, des grandes villes voient ainsi la qualité de l'eau douce de leurs aquifères menacée, notamment Shanghai, en Chine, et Dacca, au Bangladesh. Et des îles du Pacifique comme Tuvalu et Samoa sont contraintes d'importer de plus en plus d'eau douce. La pénétration de sel représente aussi une inquiétude pour les régions méditerranéennes françaises.

L'Inde est souvent citée en exemple au chapitre de l'exploitation non-durable de la ressource souterraine. En 1960, le pays était équipé de moins d'un million de puits ; en 2000, il en comptait 19 millions. Toute cette ressource prélevée au moyen de pompes a permis d'accroître fortement la productivité agricole et de réduire le niveau de pauvreté. Mais le choix de l'irrigation se paie aujourd'hui non seulement par de graves pollutions, mais aussi parce que les pannes d'électricité dues au manque d'eau pour faire fonctionner les centrales thermiques sont monnaie courante.

- Une amélioration de l'accès à l'eau potable

En vingt ans, le nombre de personnes ayant accès à « *un point d'eau potable amélioré* » a augmenté de 2,3 milliards. Les rapporteurs de l'ONU parlent de « *progrès impressionnants* » – alors que l'accès à l'eau était l'un des objectifs du Millénaire pour le développement pour 2015. Ils citent par exemple la mutation de Phnom Penh, au Cambodge, où la gestion de la distribution de l'eau a cessé d'être catastrophique et corrompue pour devenir très performante.

Pour autant, ce chiffre fait débat, dans la mesure où il englobe aussi bien les personnes qui s'approvisionnent à une borne commune, à un puits – dans ce cas, quelle distance leur faut-il parcourir pour aller remplir leur seau ? – ou à un robinet chez eux – alimenté combien d'heures par jour ?

Dans le monde, 748 millions de personnes restent privées d'eau potable. Dans les agglomérations qui s'étendent à une vitesse vertigineuse avec leurs lots de bidonvilles, le nombre de citadins sans accès à l'eau est passé de 111 millions à 149 millions entre 1990 et 2012. Et l'Afrique subsaharienne continue de souffrir de la pénurie, dans les cités comme dans les campagnes. Les femmes et les filles surtout : ce sont essentiellement elles qui se chargent de la corvée d'eau, elles y consacrent encore deux à quatre heures par jour en moyenne dans les zones rurales. « *Le principe de l'équité, peut-être davantage que n'importe quelle recommandation technique, porte en lui la promesse d'un monde où la sécurité de l'eau deviendra une réalité pour tous,* » écrivent les rapporteurs. Globalement, 36 % de la population africaine ne dispose toujours pas d'un point d'eau accessible.

- Des progrès en matière d'assainissement

La situation de l'assainissement se prête nettement moins à un satisfecit. Cet objectif-là aurait besoin de 53 milliards de dollars (50 milliards d'euros) d'investissements par an pendant cinq ans pour atteindre une couverture universelle, selon l'ONU. De plus en plus d'ONG se saisissent de la Journée mondiale de l'eau pour attirer l'attention sur l'absence de toilettes et de latrines dans le monde, avec des conséquences épouvantables sur la vie quotidienne d'une bonne part de l'humanité et sur l'environnement. Un milliard de personnes défèquent en plein air, faute de mieux. Et 2,5 milliards vivent sans aucun raccordement à un système de collecte. Sans compter que celui-ci, lorsqu'il existe, ne débouche souvent sur aucune forme de traitement avant le rejet dans la nature.

- Qui consomme le plus d'eau ?

D'ici 2050, la demande en eau devrait augmenter de 55 %, non seulement sous la pression d'une population croissante (la Terre comptera alors 9,5 milliards de personnes), mais aussi parce que la consommation s'envole. Les besoins de l'industrie devraient exploser de 400 % d'ici-là. Quant au secteur agricole, ses prélèvements actuels ne sont pas soutenables, estiment les experts. Entre 1961 et 2009, les terres cultivées se sont étendues de 12 %, tandis que les superficies irriguées augmentaient de 117 %.

Il faudrait rendre l'agriculture moins gourmande afin qu'elle puisse nourrir de plus en plus d'humains, sans contaminer pour autant la ressource ni polluer davantage l'environnement. Avoir recours aux eaux usées, une fois traitées, pourrait contribuer à relever ce défi.

Enfin, les rapporteurs de l'ONU rappellent l'impératif d'accroître les efforts pour ménager les ressources, car les écosystèmes sont en déclin, en particulier les zones humides. Or, celles-ci rendent des services sans commune mesure. L'ONU-Eau cite une étude de 2014 qui évalue à 20 000 milliards de dollars (19 000 milliards d'euros) les pertes dues à leur détérioration, et qui montre qu'investir pour la préservation de l'environnement s'avère très rentable.

Que devons-nous faire ?

Nous qui sommes réunis ici, même si nous venons de pays touchés par le manque de 'pain et d'eau', sommes très probablement parmi les privilégiés qui mangeons à notre faim et avons les moyens de boire à notre soif. La seule question qui nous est donc posée est que pouvons-nous faire ou, plutôt, que devons-nous faire pour que cela devienne vrai pour tous ?

Sensibiliser ! Communiquer largement les données de la FAO, du PAM des Nations Unies, jusqu'aux cellules élémentaires des sociétés civiles. Seule une mobilisation de tous permettra une utilisation durable des ressources de notre planète terre.

Je vous donne un exemple : Il y a une cinquantaine d'années, je participais à un séminaire au Centre Œcuménique de Bossey, près de Genève. Nous étions une cinquantaine de participants. Chaque matin vers 8 heures un petit déjeuner nous réunissait autour de 5 ou 6 tables sur lesquelles nous trouvions, pain, beurre, confiture, céréales, lait, chocolat, thé, café, sucre... Un matin nous nous retrouvons tous autour des tables et au bout de quelques instants j'ai senti comme un vent de révolte souffler sur les convives. En fait si l'une des tables était pourvue de toute la diversité des aliments d'un petit déjeuner complet aux autres tables il n'y avait que certains aliments, et même à certaines le strict minimum, du thé et du pain. Image du monde inégalitaire ! Il aurait fallu organiser le partage, mais les mieux pourvus n'étaient pas prêts à lâcher ce dont ils d'étaient déjà servi. Certains ont voulu forcé la porte de la cuisine qui ce matin-là était opportunément fermée à clé. D'autres ont tout simplement été saisir quelques morceaux sur la table voisine, sous les cris de leurs occupants... A cette époque, je petit-déjeunais d'un bol de thé ! Je n'ai en rien souffert de cette expérience. Mais les habitués d'un repas complet ont ressenti une frustration profonde.

Or sans accepter cette frustration, il n'y aura pas de solution durable !

Car, c'est ma deuxième réponse à la question 'que faire ?', il nous faut, en pays d'abondance, réduire notre consommation ou du moins la modifier. Et nous savons très bien sur quoi nous devons jouer. La consommation de viande bovine, notamment. La consommation donc la surpêche de poissons. Les cultures de rentes remplaçant les cultures vivrières. Les terrains de golf consommant des quantités d'eau considérable dans certains pays aux dépens de l'agriculture locale? Nous commençons à intégrer la notion de bilan écologique pour nos transports, nos investissements industriels... Il nous faut le faire pour notre consommation. Quel est le bilan écologique de haricots verts frais ou de tomates, consommés en plein hiver à Paris ?

Mais plus encore c'est ici de la construction d'un monde solidaire qu'il est question : L'eau du Golan, équitablement distribuée, pour Israéliens ET palestiniens ! Comme l'eau du Tigre et de l'Euphrate pour les Tucs, ET les Syriens, ET les Irakiens ! L'eau du Nil ! Ce sont des politiques régionales de l'eau qui sont nécessaires ; régionales et mondiales. Quand on sait que les investissements ne manquent pas pour construire des milliers de kilomètres de pipelines pour le pétrole, comment ne pas imaginer que la solidarité pour la survie de populations devrait susciter des investissements similaires pour l'adduction d'eau ?

Enfin, il y a en tout cela une responsabilité spirituelle. Nous sommes appelés à nous reconnaître comme fils et filles adoptifs de Dieu, et donc membres d'une même fratrie, beaucoup plus large que celles de nos nations ou de nos continents. Cette utopie d'une fraternité universelle, que nous cultivons ici même, doit prendre le pas sur nos égoïsmes.